

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 38 - VENDREDI 12 JUN 2009

Construisons l'autre gauche

La gauche est au fond du trou. » L'abrupt constat de Jean-Luc Mélenchon sonnait juste, dimanche soir. Retenons quand même deux bonnes nouvelles. Avec son mauvais résultat, le Modem ne représente plus « l'axe de la vie politique ». Avec son score piteux, le PS ne peut plus avoir tant de morgue. Son hégémonie à gauche est contestée.

Le taux d'abstention ne peut certes être rangé dans la catégorie des bonnes nouvelles, tant il est significatif de problèmes qui sont les nôtres. Mais que les citoyens ne se soient pas sentis concernés par ce scrutin, dans les conditions actuelles d'une Union européenne faite sans eux et d'une politique faite contre eux, est finalement assez compréhensible.

Le résultat d'Europe écologie mérite également une appréciation ambivalente. Pour une part, ce vote participe à la constitution d'un pôle centriste, qui dépasserait les clivages gauche-droite. Mais il faut aussi entendre la logique de militants antilibéraux qui y participent : ils veulent contribuer à dégager des majorités pour faire avancer la cause écologique. Au-delà des contradictions de ce rassemblement, on retiendra que leur campagne a été cohérente et globale, qu'elle a présenté le visage d'un rassemblement, qu'elle était une construction mixte alliant personnalités identifiées à des combats, forces politiques, acteurs de mouvements sociaux, y compris portant des visées alternatives.

Dans le même temps, ce succès du vote écolo ne peut occulter « la question sociale » qui à nos yeux n'est pas ringarde, même si elle doit être refondée. Réfuter le partage des tâches entre une écologie politique qui ferait l'impasse sur les dégâts écologiques et sociaux des politiques libérales et une gauche incapable d'intégrer pleinement l'écologie au sein de la question sociale, voilà le défi.

La faiblesse de la gauche d'alternative vient de loin. Dernier souvenir en date : le 8 avril, le G20 se réunissait pour sauver le capitalisme sans trouver sur sa route de proposition alternative. Dans un contexte de crise du système économique, social et politique et de mobilisations populaires, personne à gauche n'a su ouvrir une perspective politique. L'indétermination des socialistes, toujours incapables de dégager une autre voie que le social-libéralisme, ne leur a pas permis de parler... et donc d'être entendus.

La gauche d'alternative n'a pas vraiment su faire mieux. Sa division l'a une nouvelle fois considérablement affaibli. 6,4 % + 4,8 % + 1,2 % pèsent moins que 12 %. Mais, cette faiblesse ne tient pas qu'à son éclatement. Elle tient aussi à la nature de ses discours. Le discours de cavalier blanc, de super-syndicat qui appelle à amplifier les luttes ne fait pas l'affaire... et il est de maigre résultat électoral.

Le Front de gauche a certes tenté de porter le fer contre le libéralisme, en France et en Europe. Mais l'affiche, bien qu'unitaire – une unité partielle, encore rétive à l'invention de formes nouvelles d'implication citoyenne – était moins colorée et vivante qu'en 2005 ; les mots, les thématiques et les acteurs ne portaient pas suffisamment de novation.

Au total, si le Front de gauche est parvenu à faire sens dans des milieux militants, son résultat a été moyen. Le départ de Jean-Luc Mélenchon et de Marc Dolez du PS, la constitution du Parti de gauche n'ont pas décroché une part significative de l'électorat socialiste, qui s'est plutôt prononcé pour Europe écologie. Quant au PCF, il continue d'être dans une situation paradoxale : seul, il ne peut contenir son déclin ; allié, il apparaît dans une position subordonnée.

« La gauche est au fond du trou ». Elle doit se secouer. Toutes sensibilités confondues. Nous aussi.

● LA RÉDACTION

LE MERLE MOQUEUR

Le vert, c'est bien du rouge avec
du bleu, non? ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ [Propositions en débat](#)

→ [Débat -1- sur
les propositions](#)

→ [De la violence](#)

→ [Faire parler les chiffres !](#)

Après les urnes européennes, quels choix stratégiques ?

Paradoxe: alors que la crise se généralise, que le désespoir et la colère allument partout les manifestations, la droite sort gagnante aux européennes en France et presque partout en Europe. La gauche reste parcellisée, déséquilibrée en faveur d'un pôle d'adaptation au système dans lequel les Verts remportent un réel succès. Analyse des résultats par Roger Martelli.

La remarque la plus générale est simple : alors que la crise capitaliste s'est incrustée, dans un contexte d'exacerbation des colères, après des manifestations de rue massives et tandis que la social-démocratie européenne semble en panne dans sa variante « blairiste » sociale-libérale, ce n'est pas la partie la plus à gauche de l'échiquier politique qui tire les marrons du feu électoral. La remarque, au demeurant, vaut pour la plus grande part de l'espace européen, à l'exception peut-être du Danemark et du Portugal. Si les conservateurs, les souverainistes et les populistes progressent sensiblement en pourcentages et en sièges et si les Verts passent de 42 à 51 députés, la gauche radicale passe de 41 à 33 sièges et les sociaux-démocrates en perdent une vingtaine.

1. L'une des dimensions décisives du scrutin – l'abstention – sera pour l'essentiel laissée ici de côté, en attendant des études plus fines. On rappellera simplement, une fois de plus, que l'abstention bat ses records, les uns après les autres, quel que soit le type d'élection (exception faite de la présidentielle de 2007. Quant aux blancs et nuls, ils augmentent entre 2004 et 2009 (de 3,3% à 4,3%), mais sont en-deçà des chiffres de 1999 (5,9%), de 1994 (5,3%) et de 1979 (5,2%). Quand les enjeux de société ne paraissent pas si clairs, quand le lien ne se fait pas avec une expérience vécue, l'élection décourage les jeunes et les catégories populaires. C'est un vote censitaire de fait qui s'installe et, par ailleurs, un vote relativement volatil, de plus en plus calculateur. Si l'on en croit par exemple l'ultime sondage d'Ipsos, non publié avant le scrutin pour respecter la règle légale, une part non négligeable des évolutions se sont faites dans les tout derniers jours, amplifiant les mouvements décelables antérieurement, le décrochage du PS, du Modem et dans une moindre mesure du NPA, ainsi que la percée spectaculaire des Verts.

2. À proprement parler, le rapport des forces politiques n'est pas bouleversé par ces élections. Si la gauche se tasse légè-

rement depuis 2004 (45,4% contre 46,2%), il en est de même pour la droite dans son ensemble (de 50,7% à 49,9%). Mais ce qui change, ce sont les équilibres internes aux deux camps. Tandis que l'hégémonie confirmée de l'UMP redistribue les cartes en faveur d'une droite gouvernementale « sarkozysée » et donc « droitisée », la gauche s'éparille. En pourcentages, on assiste à un chassé-croisé presque parfait : en 2004, le PS obtenait 28,9% et l'UMP 16,6% ; en 2009, le PS obtient 16,5% et l'UMP 27,9%. La bipolarisation joue en faveur du parti présidentiel, qui affaiblit ses concurrents sur la droite et sur sa gauche, l'extrême droite (de 10,1% à 6,8%) et le Modem (12% pour l'UDF en 2004 contre 8,4% pour le Modem en 2009).

3. Les déboires du PS, comme en 2007, ne bénéficient pas à son flanc gauche. Là encore, il convient de savoir raison garder. Avec un total qui tourne autour de 12,5% des suffrages exprimés, la gauche radicale se situe à un niveau supérieur à celui de 2004 (9,2%) et de 1994 (9,6%). Elle est voisine du score de 1999 (12%). Mais elle s'éloigne des scores antérieurs au déclin accéléré du PCF, confirmant que le retrait de celui-ci n'a pas été compensé véritablement, ni par la gauche en général, ni par la gauche de gauche en particulier.

Le recul du PS est généralisé : 12,5% en moins depuis 2004 sur le plan national, entre 5,6% (Bas-Rhin) et 17% (Haute-Vienne et Finistère) selon les départements. Une petite partie de la perte bénéficie vraisemblablement à la droite, notamment dans le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et une part du Sud-Est : dans ces zones, le recul du PS est sensiblement plus fort que le gain des autres formations de la gauche. Mais l'essentiel se répartit parmi les autres forces de gauche, avec une prime massive aux Verts : ils récupèrent partout environ les deux tiers des pertes socialistes. En Corse, en Île-de-France et dans l'Est, leurs gains sont même supérieurs aux pertes socialistes : ils bénéficient alors du vote d'une partie de la droite, en fait du Modem (en Corse, du vote nationaliste et autonomiste).

Les Verts ont ainsi réussi leur pari. Dans une élection qui leur est en général plutôt favorable, ils ont bénéficié d'un triple ●●●

●●● avantage. Ils ont incarné un projet européen qui paraissait suffisamment différent des projets libéraux « purs », mobilisant une portion de l'électorat relativement motivée par la thématique européenne, au moins autant que par le refus du sarkozysme national. Ils ont mis en scène, autour des figures de proue de Daniel Cohn-Bendit, de José Bové et d'Eva Joly, une métaphore du rassemblement qui contrastait avec les pénibles et artificielles constructions de tribune du Parti socialiste. Ils ont incarné le désir d'une novation politique, moins générationnelle que culturelle, qui semblait trancher avec les rites classiques du monde partisan. Au total, il ont séduit, davantage que François Bayrou, un électorat inquiet de l'évolution du pouvoir en place, désireuse de promouvoir un discours européen cohérent... et pas très convaincu en l'état par les réponses de la gauche radicale.

4. Ce qui est le plus important, c'est la rupture des équilibres généraux de la gauche. Jusqu'à 2009, nous avons une gauche structurée autour du PS avec, sur ses côtés, deux blocs, à sa droite et à sa gauche, dont le second (la gauche de gauche) prédominait globalement sur le premier. En 1989, l'équilibre est presque parfait : le PS fait 23,6%, tandis que les Verts réalisent 10,6% et la gauche radicale un peu plus de 10%. En 1999, autour d'un PS proche des 22%, les Verts font 9,7% et la gauche de gauche 12%. En 2009, l'équilibre est complètement inversé : le plateau de la balance pèse nettement du côté de Verts qui, tout en continuant de fonctionner à gauche de l'espace politique, persistent aussi à relativiser la portée du clivage fondateur de la vie politique française. La gauche est parcellisée ; elle reste toujours aussi déséquilibrée, en faveur d'un pôle d'adaptation au système, dans lequel les Verts viennent spectaculairement de signaler leur importance.

5. Si les Verts ont réussi leur pari, le NPA n'a pas réussi le sien, alors qu'il comptait sur une adéquation entre les effets de la crise sociale et le vote d'extrême gauche. Le nouveau parti peut à bon droit arguer de la progression de l'extrême gauche entre les deux scrutins européens (6,9% en 2009 contre 3,3% en 2004). Au fond, le NPA retrouve en 2009 un niveau comparable à celui de la présidentielle de 2007, alors que LO et la LCR étaient en 2004 très loin de leurs performances cumulées de 2002 (10%). Mais la dynamique médiatique (Besancenot parmi les tout premiers opposants reconnus de Sarkozy) et les sondages du début d'année laissaient entrevoir la possibilité d'un NPA surclassant ses concurrents de la « gauche de la gauche ». Or il n'en a rien été, le processus d'éloignement du vote NPA semblant s'être accéléré (comme cela a été le cas pour le Modem et les Verts) dans les tout derniers jours de la campagne. On savait le NPA fragilisé par la jeunesse de ses sympathisants, davantage portés à l'abstention que leurs aînés ; mais le parti du facteur de Neuilly bénéficiait de l'attrait de la nouveauté, de la vivacité de son style et de la réputation de son intransigeance à l'égard des « trahisons » de la gauche socialiste. À l'arrivée, le NPA ne franchit pas la barre des 5% et n'a aucun élu, alors qu'il en espérait dans trois régions au moins.

6. En sens inverse, le Front de gauche regroupant le PC, le Parti de gauche de Mélenchon et une dissidence du NPA, a plutôt réussi son coup en obtenant quatre élus en France métropolitaine. Les premiers sondages le situaient à un petit 3%, loin d'un NPA qui flirtait avec un score à deux chiffres. À l'arrivée, le Front de gauche est passé devant le NPA. Quelles qu'en soient les limites, il a fait un pas en direction d'un rassemblement dont l'esprit rompait avec la logique du « splendide isolement » des anticapitalistes... Mais le résultat somme toute convenable résulte davantage de l'effondrement du PS et du Modem (la répartition à la plus forte moyenne avantage le premier des « petits ») que d'une progression véritable. En France métropolitaine, le Front de gauche obtient environ 0,3% de plus que les listes du PCF en 2004 et 0,6% de moins que « Bouge l'Europe ! » en 1999. Dans l'ensemble, par rapport aux scores antérieurs du PCF, l'éventail des résultats du Front de gauche s'est resserré : ses résultats départementaux oscillent entre 12,1% (Allier) et 1,5% (Bas-Rhin) contre un écart 13%-1% en 2004 et 15,4%-2,1% en 1999. Par ailleurs, si l'on en croit les sondages, l'électorat du Front de gauche accentue les traits devenus dominants d'un électorat communiste vieilli, où les retraités (43%) et les plus de 50 ans (58%) forment la plus large part.

Les écarts les plus importants entre 2004 et 2009 s'observent dans la région Massif-Central-Centre (+ 1,9%), où la liste était conduite par une élue communiste reconnue et respectée, Marie-France Beauvils, et dans le Sud-Ouest (+ 1,7%), où Jean-Luc Mélenchon entendait bien attirer une part du vote socialiste ancien. En revanche, les résultats sont parfaitement stables en Île-de-France et dans le Nord-Ouest. Si l'on examine les évolutions départementales, on constate que les plus fortes progressions s'observent souvent dans des départements d'implantation initiale modeste (Vosges, Doubs, Manche, Jura...) ; en revanche, les progressions les plus faibles ou les reculs s'enregistrent plutôt dans des zones de densité plus fortes.

| Départements | F de G 2009 | PC 2004 | Indice d'évolution |
|----------------|-------------|---------|--------------------|
| SEINE-ST-DENIS | 11,4 | 11,4 | 100 |
| COTES-D'ARMOR | 7,0 | 7,1 | 98 |
| VAL-D'OISE | 5,9 | 6,1 | 97 |
| NORD | 8,0 | 8,4 | 96 |
| ALLIER | 12,1 | 13,0 | 93 |
| PAS-DE-CALAIS | 9,0 | 10,4 | 86 |
| CORSE-SUD | 10,2 | 11,9 | 86 |
| SOMME | 6,5 | 7,7 | 84 |
| HAUTE-CORSE | 8,8 | 11,2 | 79 |

●●● Il n'est pas aisé d'expliquer cette discordance d'évolution. Peut-être retiendra-t-on provisoirement l'hypothèse suivante : là où la faiblesse du PC le voue d'ores et déjà à une certaine marginalisation, l'apport de la sensibilité incarnée par Jean-Luc Mélenchon a suscité une modeste mais réelle relance du vote ; au contraire, là où le PC conserve quelques forces, l'apport d'une frange électorale nouvelle a pu tout juste compenser le reflux persistant du vote communiste, et parfois n'a pas su le contrarier.

7. Les élections européennes sont toujours des scrutins à part. Bien des percées européennes n'ont pas eu de suite dans des scrutins purement nationaux, comme ce fut le cas pour Bernard Tapie en 1994 (12%). Mais dans le contexte exceptionnel de 2009 (la crise systémique d'un côté, l'épuisement de la voie sociale-libérale d'autre part), les indications du vote ne peuvent laisser indifférent, notamment à la gauche de la gauche.

Globalement, ces élections n'ont pas été une bonne nouvelle, ni en France ni en Europe, pour les forces de la transformation sociale. Ceux qui rêvaient de l'immédiate adéquation de la colère sociale et du vote anticapitaliste en sont pour leurs frais. Ceux qui s'imaginaient pouvoir répondre par la seule continuité des valeurs de la République ou du mouvement ouvrier s'exposeraient à de rudes désillusions. Plus que jamais, face à une droite sous tutelle et regroupée autour d'un projet clair, il importe de dire autour de quelle dynamique la gauche peut le mieux se regrouper et progresser jusqu'à la majorité. Redoutons que le vote du 7 juin ne nourrisse un peu plus une réponse : un regroupement autour d'un projet « réaliste » et « responsable » et donc, d'une manière ou d'une autre, un projet qui s'accommode pour l'essentiel des logiques dominantes du capital mondialisé. Que l'on cesse donc de clamer *urbi et orbi* les vertus du rassemblement des seuls anticapitalistes, au nom de la pureté de la rupture révolutionnaire. Si l'on veut contredire la pente adaptatrice de la gauche française, il faut rassembler, jusqu'à ce qu'ils prennent force majoritaire à gauche, celles et ceux qui n'envisagent pas de gauche hors des valeurs de partage, de dignité et de bien public. S'il est une ligne politiquement pertinente de partage, plus que jamais elle se repère entre une gauche qui se renouvelle autour de ses valeurs fondamentales de justice et de liberté, et une gauche qui les contredit en acceptant un tant soit peu les logiques contraignantes du profit et de la puissance.

De ce côté-là, le rassemblement est le maître-mot. Il avait été dit et redit, avant l'élection, que la division des forces d'alternative était un cadeau pour l'esprit d'accommodement et, au final, pour la droite sarkozienne. À l'arrivée, le résultat est évident : par sa dispersion, la gauche de gauche a perdu une dizaine de sièges gagnables et a laissé la place à d'autres discours, à d'autres projets. Rassembler largement, sans exclusive, autour d'un projet alternatif, autour de la volonté d'une rupture avec l'existant, autour d'une méthodologie patiente et déterminée de la transformation : il n'y a pas d'autre voie. Le

Front de gauche esquissait un petit pas dans cette direction et il est bon qu'il en ait bénéficié quelque peu. Mais il restait bien sûr, par ses propres frilosités mais aussi par le désarroi des forces dites « antilibérales », très en-deçà des exigences. Poursuivre en élargissant : c'est une piste raisonnable.

Ce qui est nécessaire n'est pourtant pas toujours suffisant. Il ne suffit pas de rassembler ; il faut rassembler en incarnant une novation radicale, dans les contenus et dans les formes. À droite, Sarkozy a réussi naguère à imposer l'idée que son libéral-populisme en faisait un novateur. Les Verts de Dany Cohn-Bendit ont bousculé la donne en se construisant une image de pragmatisme et de rêve présumé innovant. Si la gauche d'alternative donnait l'impression qu'elle n'était que la continuation des grands combats du passé, elle se vouerait à une certaine marginalité. Il ne suffit pas d'amalgamer les traditions de la République, du communisme, du guevarisme et de l'anarcho-syndicalisme et de les mâtinier d'une solide dose d'écologie.

Partout en Europe, le défi est gigantesque. Alors que le capitalisme est en crise, alors que la social-démocratie est essoufflée, la culture de la transformation sociale peine à montrer ses capacités de renouvellement. Jusqu'à ce jour, la modernité est accolée, presque exclusivement, à l'initiative des managers ou au réalisme des « adaptateurs ». Quand on parle du renouveau du communisme,

c'est au travers de figures qui évoquent davantage la répétition que la refondation. Or, aucune culture de transformation ne peut aujourd'hui faire l'économie de sa propre subversion. Que signifie rompre avec le capitalisme, quand on sait qu'une telle rupture ne pourra venir ni (bien sûr) de l'esprit d'adaptation, ni des recettes anciennes de la prise de pouvoir, fût-ce avec un zeste de « soviétique » ? Que signifie créer les conditions de la si nécessaire démocratie d'implication, hors des formules parfois creuses des ruptures radicales proclamées, de l'épuisement des partis et de l'appel aux gens ? Qu'est-ce que peut impliquer concrètement la promotion d'un espace public qui ne soit pas rabattu platement sur l'extension de l'État administratif ? Qu'est-ce que peut entraîner la recherche d'une régulation par les droits, plutôt que par le marché ou par l'État ?

Tout cela pour dire que la gauche de gauche, si elle veut redevenir majoritaire à gauche, ne peut plus séparer, fût-ce un seul instant, son devoir de rassemblement et son devoir de renouveau. Et si toute innovation a des « contenus », ces contenus sont inséparables de leurs « formes ». Il faut aussi des récipients neufs pour les nouveaux potages...

● ROGER MARTELLI

La rédaction précise que le tableau paru dans le dernier numéro de *Cerises* (n°37), relatif au poids électoral des listes comprenant des partis appartenant à la Gauche unie européenne (GUE) ou à l'alliance au parlement (NGL) a été entièrement réalisé par Julien Alapetite.

Quelle stratégie pour la gauche de transformation sociale et écologique ?

Après le score calamiteux du Parti socialiste et les résultats modestes des listes de gauche opposées au Traité de Lisbonne, toute la gauche est confrontée à un nouveau débat stratégique. Avec en perspective les élections régionales de 2010.

Avec un peu plus de 11 % des voix, la gauche radicale a obtenu un score évidemment très loin des dynamiques initialement espérées dans la continuité de la campagne unitaire de 2005 contre le projet de Traité constitutionnel européen. Du côté du Front de gauche, c'est surtout une dynamique militante qui a eu lieu. Du côté du NPA, après l'enthousiasme lié à son congrès fondateur, le discours centré sur le mouvement social n'a pas percé, malgré un climat apparemment favorable, preuve s'il en est qu'il n'existe pas de mécanique « de la rue aux urnes », et *a fortiori* « de la rue aux institutions ».

Force est de constater que la responsabilité de la division de la gauche de transformation a été principalement portée par le NPA, tandis que la valorisation de la convergence entre

le PC, le PG et la GU a donné l'image d'une campagne dynamique, même si la capitalisation du Front de gauche en voix a été limitée.

Et maintenant ?

Dimanche soir, le sentiment que la recomposition politique allait s'accélérer était largement partagé dans les cercles militants, sans que les lignes forces puissent en être clairement énoncées. L'échéance régionale de 2010, pour

La poursuite du Front de gauche appelle une clarification stratégique pour les régionales : listes autonomes ou listes d'union avec le PS, au premier tour ?

laquelle des premiers positionnements sont perceptibles, en sera à l'évidence une étape importante... avant 2012.

Un premier champ de questions concerne le Parti socialiste et Europe écologie, leurs relations : concurrence au premier tour et alliance au deuxième tour pour des majorités, peut-être à la carte (selon les régions ?), mais en lien, d'une part, avec les lourdes interrogations sur l'orientation à venir du PS (et ses rapports de force internes), d'autre part, avec le défi, pour Europe écologie de confirmer un attelage où se côtoient des libéraux et des militants antilibéraux. Le traitement de la question sociale, notamment si les mouvements sociaux prenaient à nouveau

de la vigueur à la rentrée, pourrait être une forme d'épreuve de vérité.

Un deuxième champ concerne les choix du Front de gauche et du NPA. Pour le Front de gauche, viennent les questions liées à sa poursuite et celle de son élargissement, en faveur duquel Marie George-Buffet, Jean-Luc Mélenchon et Christian Piquet se sont d'ores et déjà prononcés. Sur quelle ligne stratégique seront abordées les élections régionales : sur le projet de listes autonomes au premier tour ou sur le projet d'un rassemblement avec le Partisocialiste dès le premier tour ? Et la présidentielle et les législatives de 2012 ?

Du côté du PG, la réponse vient d'être donnée, avec un texte de son bureau national du 11 juin (voir encadré) : il est favorable à l'élargissement du Front de gauche, cite des partenaires possibles – Alternatifs, Ecologie solidaire... mais pas la Fédération pour une alternative sociale et écologique – et souhaite une présence autonome de la gauche de transformation au premier tour.

Du côté du PCF, la question sera débattue lors d'un conseil national, les 19 et 20 juin. Des orthodoxes ont déjà pris position pour des listes PC « pur sucre », donc pour la dissolution du Front de gauche. D'autres pensent nécessaire l'arrimage au PS, mais cette option a pris du plomb dans l'aile, vu l'affaiblissement du ●●●

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviani,
Julien Alapetite

●●● PS et les incertitudes sur ses choix stratégiques. D'autres enfin, dont les Unitaires, plaideront pour l'élargissement du Front de gauche à toutes les forces qui le souhaiteront, afin de lancer une dynamique unitaire de la gauche de transformation : présence autonome au premier tour pour de nouvelles politiques régionales, fusion entre les listes de gauche au deuxième, exclusion de la possibilité d'une alliance avec le Modem.

Concernant le NPA, aucune esquisse de retour critique sur la stratégie des derniers mois n'a été exprimée dans les déclarations publiques d'Olivier Besancenot depuis le 7 juin. Cependant, le débat interne devrait rebondir, beaucoup de militants partageant la déception voire un sentiment d'impasse dans laquelle est déjà leur nouveau parti.

Tous les partis de la gauche de gauche – et au-delà ceux qui veulent faire force politique autrement, ou participer à la construction d'une alternative – sont aussi confrontés à l'enjeu de l'intégration de la question écologique – au sens le plus large – au cœur de leurs projets politiques, bien au-delà d'une addition entre le social et l'écologique (qui place toujours l'écologie au rang de supplément d'âme).

Elargir le Front de gauche : à qui ?

De nombreux militants ont exprimé durant la dernière phase de la campagne le désir de poursuivre et d'élargir le Front de gauche au-delà du 7 juin. Patrick Le Hyaric s'est exprimé en ces termes sur ce sujet : « Si le Front de gauche progresse, c'est précisément parce que c'est un front unitaire. Ce que nous entendons tous les jours dans cette campagne (...), c'est une vraie aspiration de citoyens et citoyennes progressistes à l'unité des forces de gauche. Un front unitaire durable, élargi, approfondi, en lien constant avec le mouvement social et populaire, peut créer les conditions d'un rassemblement majoritaire de notre peuple pour ouvrir la voie à des réformes

structurelles progressistes contre la crise, à des transformations sociales extrêmement précises, favorables enfin à notre peuple, voire à défricher les chemins d'un post-capitalisme ».

Quelle transformation de « la » politique pour faire face à la désaffection croissante des citoyens vis-à-vis des partis de gauche ?

Mais le débat devrait être bien plus large. Il s'agit de se frotter aux questions essentielles de ce que Francis Wurtz appelle « la désaffection croissante du monde du travail et d'une part significative des "classes moyennes" vis-à-vis de partis siégeant à la gauche de

l'hémicycle » : quels éléments fondateurs pour un projet politique ? quel rapport entre mouvement social et politique institutionnelle et quels agencements nouveaux entre les forces politiques et sociales ? quelles nouvelles formes d'appropriation de la politique par les citoyens ? quelles évolutions du rôle des partis ?

Des réponses à ces questions, familières aux Communistes unitaires et à la Fédération, qui en débattira au cours d'une réunion nationale samedi 13 et dimanche 14 à Saint-Denis, dépend en partie la possibilité de forger une alternative politique digne de ce nom.

● GILLES ALFONSI

LE PG POUR DES « LISTES AUTONOMES » AUX RÉGIONALES ET « OUVERTES À TOUTE L'AUTRE GAUCHE »

Extraits d'une déclaration du bureau national du Parti de gauche rendue publique le 11 juin

« (...) Le résultat [des élections européennes] montre aussi qu'unie, l'autre gauche aurait changé le paysage politique de l'élection. (...) Nous aurions produit un bouleversement politique majeur. Si nous nous unissons, celui-ci est toujours à notre portée.

(...) Le Parti de gauche propose donc de continuer et renforcer le Front de gauche. Il s'adresse au PCF, à Gauche unitaire, à République et Socialisme, à tous les membres des comités d'initiative et de soutien qui ont participé au Front de gauche pour changer d'Europe pour leur proposer un Front de gauche permanent, présent dans les luttes et dans toutes les élections, des régionales de 2010 aux présidentielles et législatives de 2012, ainsi que lors des élections partielles qui se dérouleront d'ici là. Il adresse cette proposition à toute l'autre gauche, notamment au NPA, aux Alternatifs, à Ecologies solidaires et au MRC.

(...) Dans la perspective des prochaines élections régionales, le Parti de gauche propose d'ouvrir des discussions sur les changements politiques à opérer dans la gestion des régions. Il constate que le PS et les Verts abordent cette échéance avec une stratégie d'alliances à la carte. Dans ces conditions, il se prononce pour la constitution de listes du Front de gauche, autonomes et ouvertes à toute l'autre gauche. De telles listes pourraient prendre la tête de la gauche et faire élire de nouveaux gouvernements pour nos régions. Si elles n'y parvenaient pas, elles se mobiliseraient évidemment pour battre la droite au deuxième tour. Elles seraient bien sûr disposées pour cela à fusionner avec la liste de gauche arrivée en tête si les conditions politiques le permettent, notamment si celle-ci ne comprend pas de représentants du Modem, car on ne peut vouloir incarner une alternative au système en s'alliant avec ses partisans. »

Pour mémoire

Rappel à ceux qui font comme si la Fédération n'avait pas « voulu être dans le Front de gauche ».

Le 10 février dernier, la Fédération pour une alternative sociale et écologique s'adressait au NPA, au PC et au PG pour solliciter des rencontres pour une convergence électorale lors des européennes.

Sa lettre du 10 février au PC et au PG disait ceci : « Vous avez décidé d'engager la construction d'un "Front de gauche pour changer d'Europe." Notre Fédération vient d'adopter une résolution pour une alternative sociale et écologique en Europe et des listes unitaires de la gauche de gauche, que vous trouvez ci-jointes. Nous souhaitons vous retrouver dès que possible afin d'évoquer ensemble comment concrétiser maintenant une démarche la plus large et la plus ouverte possible ».

Il n'y a pas eu de réponse du PCF, si ce n'est quelques mots de Francis Parry dans *l'Humanité*, annonçant qu'il n'y aurait pas de rencontre avec la Fédération, prétextant la présence de Communistes unitaires en son sein et soulignant que la Fédération « se définit non comme une formation politique mais comme un regroupement » de courants et d'individus. Au conseil national du PCF des 28 février et 1^{er} mars, plusieurs membres soulignèrent le besoin d'élargissement du Front de gauche, les Unitaires insistant particulièrement sur l'enjeu de l'apparition visible de composantes écologistes, sur celui de l'implication de la société civile et du rapport aux mouvements, et sur le pluralisme comme

atout déterminant pour une dynamique forte.

De son côté, le PG ne répondit pas non plus à la lettre, mais proposa une réunion à la suite d'un autre courrier, cette fois des Unitaires membres du Conseil national du PCF. Une rencontre eut lieu, mais les dés étaient jetés.

Entre temps, une rencontre NPA-Fédération eut lieu, où la délégation du NPA avait confirmé ses préalables, en particulier celui d'un accord durable incluant les élections régionales et, ajout tardif, celui de la sortie du nucléaire. Conformément à l'indication donnée dès septembre 2008 par Alain Krivine lors

d'un débat à la Fête de *l'Humanité*, on sentait clairement que prédominait le désir de se compter en tant que nouveau parti autonome sur celui de produire un événement politique beaucoup plus ambitieux.

Rencontres informelles, courriers de proposition, pétitions,

appels à l'unité... ce fut peine perdue, pour Denis Siefert, directeur de *Politis*, à l'origine d'un appel pour une autre Europe, qui avait recueilli des milliers de signatures en novembre, comme pour les autres composantes de la Fédération.

Après les tentatives – sans grand succès – pour rallier telle ou telle composante ou personnalité, la campagne prit le dessus, et l'on a cru un moment que l'unité partielle réalisée par le Front de gauche marquait vraiment des points.

● GILLES ALFONSI

« Nous souhaitons vous retrouver dès que possible afin d'évoquer ensemble comment concrétiser maintenant une démarche la plus large et la plus ouverte possible. »

(La Fédération, le 10 février 2009)

COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION

LE COMBAT UNITAIRE POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE CONTINUE

« La Fédération partage la déception de celles et ceux qui voudraient une gauche à la hauteur des crises actuelles : malgré les fortes mobilisations des derniers mois, l'UMP reste la première force politique du pays lors des élections européennes.

Avec l'ampleur considérable de l'abstention, c'est le signe d'un dysfonctionnement important de la représentation politique, en particulier d'un grave décalage entre la politique institutionnelle et les mouvements sociaux.

Le résultat du PS témoigne une nouvelle fois de son incapacité à proposer une alternative politique, en particulier en tirant les conséquences de la victoire du Non au

référendum de 2005.

Celui de la liste Europe écologie manifeste à la fois la forte sensibilité d'une partie substantielle des électeurs aux enjeux écologiques et la recherche d'issues nouvelles à la crise actuelle.

A l'échelle de toute l'Europe aussi, la forte progression de l'abstention traduit l'absence de confiance et le sentiment d'impuissance de la population devant l'Union européenne telle qu'elle est.

Dans la plupart des pays, les poussées populistes, à droite et à l'extrême droite, expriment aussi ce désarroi.

Face aux crises sociales écologiques, économiques, démocratiques, des réponses alternatives sont plus que jamais nécessai-

res. La division de la gauche de transformation sociale et écologiste n'a pas permis de changer le champ politique.

Nous nous adressons à toutes les personnes, aux acteurs des mouvements sociaux et aux forces politiques opposées à la droite et indépendantes du PS. Au NPA, au Front de gauche (PCF, PG, GU) à tous leurs militant-e-s comme aux écologistes opposé-e-s au libéralisme, nous lançons cet appel : construisons et portons ensemble un projet d'alternative sociale et écologiste. Pour ne pas subir les crises, ensemble, créons les conditions d'une dynamique politique d'un type nouveau.

C'est ce à quoi notre fédération entend contribuer. »

**AUX COMMUNISTES UNITAIRES
DES RÉGIONS PACA ET LANGUEDOC-ROUSSILLON**

**Après les européennes
SE RÉUNIR, S'ORGANISER**

**RÉUNION PUBLIQUE LE 20 JUIN 2009, À AUBAGNE (13)
EN PRÉSENCE DE PIERRE ZARKA, ROGER MARTELLI, CATHERINE TRICOT**

LA CAMPAGNE DE L'ÉLECTION EUROPÉENNE A ÉTÉ CARACTÉRISÉE PAR UNE FORTE ABSTENTION, UNE VICTOIRE DES DROITES PARTOUT EN EUROPE À L'EXCEPTION DE LA GRÈCE ET DU DANEMARK.

En France, pour la première fois depuis 1979, le pouvoir en place n'a pas été sanctionné, le Parti socialiste obtient un de ses plus mauvais résultats, la liste écologiste réalise une véritable percée, le Modem n'a pas le résultat escompté ; quant à la gauche de gauche, elle a montré une nouvelle fois son incapacité persistante d'unifier les forces opposées au traité de Lisbonne.

L'Association des Communistes unitaires, qui est composée de membres du Parti communiste et aussi d'hommes et de femmes qui n'y ont jamais été ou n'en sont plus, mais considèrent qu'il est utile de faire vivre un communisme de nouvelle génération, se réunira sur le plan national les 12 et 13 juin, afin de définir une stratégie dans le contexte nouveau de l'après-élection.

Cette démarche sera prolongée par une réunion à l'échelle interrégionale (PACA et Languedoc-Roussillon) le 20 juin de 10 heures à 16 heures à Aubagne, Bouches-du-Rhône, à l'adresse suivante : Agora zone industrielle des Paluds, avenue des Paluds.

Cette réunion se déroulera en présence de Pierre Zarka, Roger Martelli, Catherine Tricot.

L'OBJECTIF : SE RÉUNIR ET S'ORGANISER.

Se réunir, car nous avons matière à discussion. Comment avancer vers la nouvelle force de transformation sociale et écologique ? Dans quels champs doit se situer l'action de la Fédération alternative ? Quel rapport avec les organisations du Front de gauche et le NPA ? Quel positionnement pour les communistes unitaires membres du PCF dans le débat post électoral sur la question de la pérennité et de l'élargissement ou pas du Front de gauche ? Une nouvelle démarche pour une nouvelle phase du Front de gauche ? Comment et dans quel cadre aborder les prochaines élections régionales ? Comment avancer sur les questions aussi fondamentales de long terme tels le rapport et la hiérarchie partis/mouvement social, nouvelles pratiques politiques visant à faire reculer la délégation de pouvoir avec les échéances concrètes et immédiates ?

S'organiser, car pour faire vivre un communisme du XXI^e siècle il faut un minimum d'organisation, un rôle spécifique des communistes, ce qui ne veut pas dire une vie séparée, car les communistes unitaires ont vocation de vivre avec d'autres cultures de la transformation sociale.

Réunion interrégionale des communistes unitaires (PACA et Languedoc-Roussillon)
le samedi 20 juin de 10 heures à 16 heures à Aubagne, Bouches-du-Rhône
Agora zone industrielle des Paluds, avenue des Paluds